4 ANARCHO SYNDICALISME !

ISSN 1240-0009
CCPAP 0921 S89086

Où se trouve le code du Travail ?

/// ÉDITO /// PETIT TOUR D'HORIZON
/// VIE QUOTIDIENNE /// SOURIEZ VOUS ÊTES FILMÉS
/// RÉFLEXIONS /// RÉFLEXIONS /// THÉORIE DE L'ATTRIBUTION
/// ACTUALITÉ /// LEVOTHYROX /// LES PATRONS ORDONNENT, MACRON ORDONNANCE /// APL
/// HISTOIRE DES LUTTES /// AUTORÉDUCTIONS
/// INTERNATIONAL /// DOMMAGE POUR LA CATALOGNE /// EBRU FIRAT
/// SOLIDARITÉ /// SIA
/// MÉDIAS /// UN OURAGAN SUR ST-MARTIN

2 EUROS /// N°156
Octobre-Novembre 2017

CNT AIT | RESISTANCE POPULAIRE AUTONOME

Petit tour d'horizon

Propagande et désinformation, contradictions et invectives, comme d'habitude, tout y est. La vague conservatrice et réactionnaire, portée par La République des Marchands (LRM), ne s'épargne rien tant elle est persuadée que rien ne pourra lui résister. M. Macron (LRM) ne s'est pas gêné pour lancer à son homologue polonaise que : « Le peuple polonais mérite mieux que cela […] la première ministre aura beaucoup de mal à expliquer qu'il est bon de mal payer les Polonais ». Et la polonaise a, dans un certain sens, eu " bien raison" de lui répliquer : « Je conseille à M. le président [M. Macron] qu'il s'occupe des affaires de son pays … ».

En effet, reprenons-la au bond, M. Macron. Pourriez-vous nous expliquer, s'il-vous-plaît, pourquoi il est bon de mal payer les travailleurs dans l'Etat que vous prétendez diriger ? Les travailleurs d'ici, qu'ils soient actifs, chômeurs, retraités, français, polonais, ou autre, méritent-ils vraiment cela, comme vous le dites si bien ? Avec votre casse du code du travail, votre augmentation de la CSG qui va pénaliser tous les travailleurs (tout en diminuant les cotisations sociales à travers les dénommés « actifs »), avec le gel « durable » des salaires et une pauvreté qui devient endémique, croyez-vous pouvoir faire la morale à quiconque ? … Ou bien est-ce pour les besoins de votre dernier numéro de politique spectacle et au sein d'un contexte agréé que vous pérorez de la sorte ?
Vous êtes l'illusionniste de service, M. Macron. Nous l'avions déjà dit avant les élections ; ce n'est pas le changement que vous apportez, mais la continuité dans le pire. Nous savons que nous n'avons rien de bon à attendre de vous et que l'émancipation des travailleurs ne sera l'oeuvre que des travailleurs eux-mêmes !

Ce n'est pas que la première ministre polonaise ait pu avoir raison, au-delà de la simple forme, mais c'est, surtout, qu'elle a trahi sa propre pensée lorsqu'elle a déclaré : « […] *mais j'attends* […] *qu'il* [M. Macron] *soit à l'avenir plus réservé* », car ce qu'elle a, avant tout, reproché, et de façon tacite, à M. Le Président, c'est, sans aucun doute, le fait qu'il ait dit une vérité qu'elle aurait, en principe, préféré voir passer sous silence.

Serait-ce vraiment « […] *le manque d'expérience politique* » comme le dit si bien Beata Szydlo, ou bien son « arrogance » cynique, qui a fait dire à notre cher président qu'il ne veut rien céder aux fainéants ? C'est-à-dire à ceux qui ne veulent pas de ses réformes ; comme les travailleurs ou les chômeurs, mais aussi comme les retraités, qui, d'ailleurs, le « remercient » vivement, tant ils ont été contents d'apprendre qu'ils sont des fainéants.

Le cas de la baisse des APL est tout aussi symptomatique du climat délétère actuel. Demander aux propriétaires de baisser de 5€ leurs loyers du fait de son intention de baisser les APL d'autant, trahit le fait que ces allocations ne sont là que pour permettre aux gros actionnaires de la location immobilière de satisfaire leurs appétits financiers en maintenant des loyers élevés. Mais tout cela, M. Macron, vous le savez déjà ; et bien mieux que nous.

Quant aux syndicats, s'ils veulent continuer à régner, c'est pour mieux diviser. Comme d'habitude, pour limiter l'action de la rue, susceptible de s'opposer massivement au pouvoir, ce ne sera pas la « manif pour tous » les syndicats mais chacun pour soi pour mieux diviser. Laisser croire qu'il y aurait quelque chose de bon dans des ordonnances contre les travailleurs est tout simplement criminel.

Et ce tour d'horizon ne serait pas complet sans le rappel de cette annonce faite après les récents attentats de Cambrils et de Barcelone. La volonté d'attribution, par nos dirigeants, d'assimiler la dérive des individus versant dans le terrorisme à des pathologies mentales, pour au moins 25% d'entre eux s'entend. 25%, c'est largement suffisant, car cela devrait déjà permettre de faire bien des « choses ». En fait, c'est la solution du « comment transférer ce que sont des actes politiques, en quoi ils ressortent de facteurs environnementaux », vers une vulnérabilité personnelle ou vers de supposées personnalités à risque. C'est la nouvelle mission de la psychiatrie en marche, une mission de police.

ANARCHOSYNDICALISME !
CNT/AIT , 7, Rue Saint-Rémésy, 31000 Toulouse
contact@cntaittoulouse.lautre.net

ABONNEMENTS

Tarif normal : 10€
Abonnement de soutien : 20€
Chèques à l'ordre de :
CDES - CCP 3087 21 H Toulouse
A l'adresse : CDES, 7 rues St Rémésy 31000 Toulouse
Pour tout problème d'abonnement :
contact@cntaittoulouse.lautre.net

POUR SAVOIR SI VOUS ETES A JOUR DE VOTRE ABONNEMENT :
Le numéro qui figure en bas de la bande-adresse est le dernier numéro compris dans votre abonnement. S'il est inférieur au numéro de publication qui figure sur la couverture, vous êtes en retard. N'hésitez pas à nous signaler toute erreur.

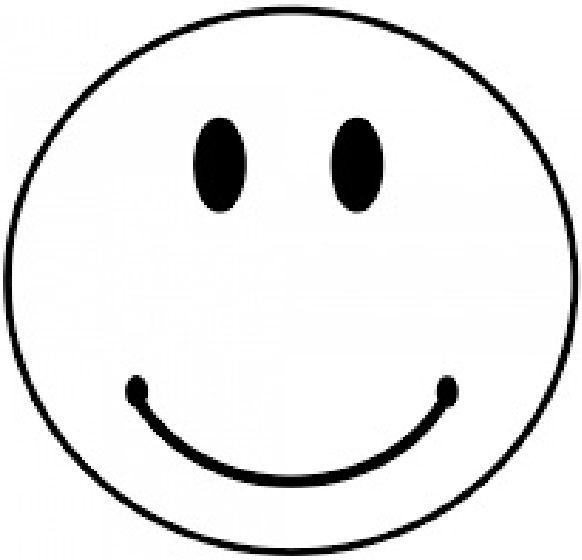
REPRODUCTION DES ARTICLES
LA REPRODUCTION DE NOS ARTICLES EST LIBRE SOUS RESERVE D'ETRE PRECEDE DE LA MENTION :
"Anarchosyndicalisme ! 156 / Octobre-Novembre 2017 / cntaittoulouse.lautre.net"

ANARCHOSYNDICALISME ! publication bi-mestrielle de la CNT-AIT Grand Sud
7, Rue St Rémésy 31000 Toulouse - Imprimé le 05 Octobre 2017 sur les presses d'Axion-Repro 9, Rue Bessières, Montauban - Directeur de la publication : Entremond Nicole

Souriez, vous êtes filmés !

Une vieille femme dépose à coté d'un container un sac plein de bouteilles vides. Alors, une voix formidable se fait entendre : « Madame, videz-le sac ! Il faut mettre les bouteilles dans le container, sinooon ... ». Surprise, effrayée, la dame s'exécute. Les rares personnes présentes interloquées s'arrêtent pour regarder la borne d'où semblait provenir la voix. Apercevant, en haut d'un mur, une caméra braquée dans leur direction, tous prirent un air pressé et repartirent en silence.

Non, cette scène n'est pas extraite du livre « 1984 » de Georges Orwell, ni du « Meilleur des Mondes » de Aldous Huxley, même si certains passages de ces livres, décrivant un futur de cauchemar, y ressemblent. Non, il s'agit simplement d'une scène de la vie quotidienne vécue dans une ville moyenne, dans la France de 2017. Multiplication des caméras de surveillance, des bornes anti-effractions, des polices municipales souvent armées ; nombre d'équipes municipales jouent de l'argument sécuritaire pour se faire élire et donc des scènes comme celle décrite précédemment, autrefois preuves pour des auteurs de romans mettant en scène le totalitarisme de la société future qu'ils décrivaient, sont devenues banales et acceptées par la majorité des populations.



Il y a moins d'un siècle, tout individu normalement attaché à la protection de ses droits aurait considéré comme une atteinte intolérable à sa dignité d'Être humain, comme une violation de ses droits fondamentaux, le fait d'être surveillé et contrôlé dans ses activités quotidiennes par les autorités. Aujourd'hui, la chose est devenue si banale que très peu de personnes la dénoncent.

Pour justifier leur politique sécuritaire, les municipalités mettent en avant des avantages telle la baisse de la criminalité ou une tranquillité accrue pour les habitants. En fait, si nous regardons bien les chiffres de la criminalité, cet argument semble fallacieux : depuis de nombreuses années les chiffres de la criminalité sont globalement assez stables malgré ce que la lecture ou l'écoute des medias pourrait nous laisser croire. Bien sûr, la phobie sécuritaire touche aussi les particuliers. La peur de l'autre, de l'étranger, du pauvre est devenue une obsession pour beaucoup de gens et, miracle du capitalisme, une extraordinaire panoplie de solutions est, moyennant finances, offerte aux personnes pour apaiser leurs angoisses. Ainsi, leur sont vendus : portes blindées, alarmes sophistiquées, systèmes de vidéo-surveillance, sociétés de gardiennage, résidences ultra-sécurisées, … le marché de la sécurité est devenu colossal, et la peur est un formidable instrument de vente dont savent jouer avec habileté les as du marketing et de la publicité. L'État, lui non plus, n'est pas en reste car en tant que garant de la sécurité des biens et des personnes, il consacre, depuis toujours, une part importante de son budget à ces postes (intérieur et défense). Pourtant, il se veut, aussi, respectueux de la liberté des individus et soucieux de ne pas empiéter sur leur droits fondamentaux : liberté d'expression, de mouvement, de pensée, etc. Or, depuis 1985, l'apparition de la menace terroriste l'a amené à réagir en prenant des séries de mesures qu'il est intéressant d'analyser.

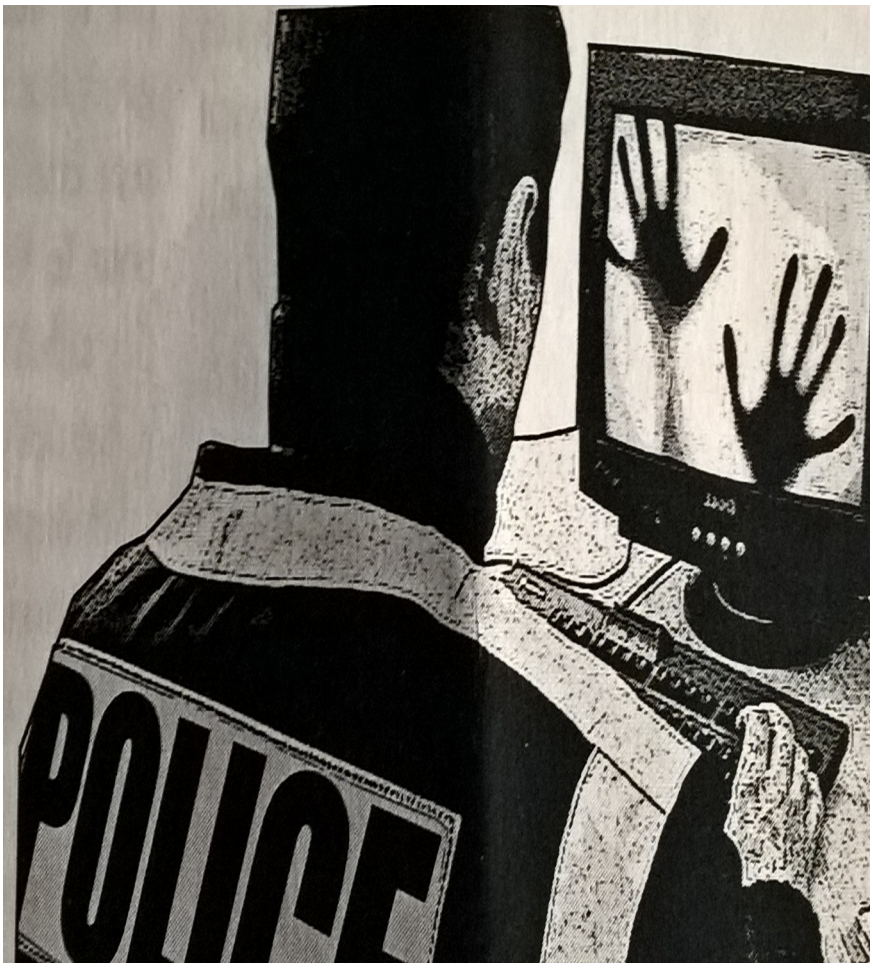
En 1986, est mise en place une législation sur le terrorisme ; elle permet la prolongation de la garde à vue jusqu'à 120 heures et autorise les perquisitions à toute heure, à la demande d'un magistrat. Au cours des années suivantes, cette législation ne cessera d'être renforcée. A partir de 1995, toujours sous prétexte de lutte contre le terrorisme, l'État activera le plan Vigipirate qui se déclinera avec des intensités variables, en fonction de la présumée menace. L'objectif de ce dispositif est d'abord de « *développer et de maintenir une culture de la vigilance de l'ensemble des acteurs de la nation afin de prévenir et de déceler, le plus en amont possible, toute menace d'action terroriste* » et, ensuite, de permettre une réaction rapide. Depuis 1995, les français ont pris l'habitude d'entendre dans les lieux publics des messages leur enjoignant de surveiller les bagages de leurs voisins ou de dénoncer les personnes qui leur semblaient suspectes. Ils se sont habitués à la présence de militaires armés (opération Sentinelle) patrouillant dans les rues, à ouvrir leurs sacs pour entrer dans des musées, à être contrôlés à tout bout de champ.

L'opération Vigipirate qui, au début, nous avait été présentée, sans doute pour la rendre acceptable, comme devant être de courte durée (22 ans cette année !) a donc

Suite en page 4 ...

contribué, suivant la jolie expression d'un sociologue, à « *l'intensification de la militarisation du quadrillage urbain et à l'emploi de l'armée dans une fonction policière* ».

En novembre 2015, en réaction à des attentats islamistes très meurtriers, le gouvernement décide d'instaurer l'état d'urgence. Mesure d'une gravité tout à fait exceptionnelle puisque l'état d'urgence, inventé en 1955, n'a été mis en œuvre, en métropole, que 4 fois en 60 ans. Depuis 2 ans, pour nous protéger de la menace terroriste, nous vivons sous ce régime d'état d'urgence. Cela signifie, de fait, que les garanties qui protègent nos droits et libertés sont gravement restreints. Ainsi, au mépris de tous les principes qui régissent le fonctionnement des démocraties, les pouvoirs de l'exécutif (préfets et ministre de l'intérieur) sont fortement accrus et les prérogatives des contre-pouvoirs sans cesse rognées. L'exécutif peut décider, seul, d'interdire la circulation des personnes dans certaines zones, de dissoudre des associations, d'autoriser des contrôles d'identité, d'interdire des personnes de séjour, d'assigner certaines personnes en garde-à-vue, d'ordonner la fermeture de salles de réunion, de spectacles ou de débits de boissons, d'interdire des réunions ou des manifestations, de faire procéder au blocage de sites internet, etc. Les préfets et le ministre de l'intérieur se trouvent ainsi dotés de pouvoirs clairement discrétionnaires, et ils en usent sans compter. Les chiffres parlent. En 2 ans, ils ont fait procéder à plus de 4300 perquisitions, assigner à résidence - pour des périodes plus ou moins longues - près de 700 personnes, prononcer 21 interdictions de manifester et 540 mesures individuelles d'interdiction de séjour. Ce n'est pas rien … surtout lorsque l'on découvre que le gouvernement a usé de ces pouvoirs exceptionnels, pour faire taire des voix discordantes dans des affaires qui n'ont rien à voir avec le terrorisme. Amnesty International, dans un rapport du 31 mai 2017, dénonce « *l'usage massif des interdictions de séjour et des assignations à résidence pour des motifs d'ordre public qui n'ont rien à voir avec le terrorisme* ».



Ainsi, nombre de militants anarchistes ou anarchosyndicalistes, de militants d'extrême-gauche ou simplement écologistes ont été assignés à résidence pendant la COP 21. C'est une manière de limiter la contestation et d'effrayer les indécis. C'est un paradoxe extraordinaire que des gens qui sont athées, anti-religions, soient privés de liberté en vertu de lois prises pour lutter contre le fanatisme religieux. Mais l'État ne semble guère embarrassé par ce genre de contradictions.

M. Macron nous a promis de mettre un terme à l'état d'urgence, mais il n'y a pas lieu de s'en réjouir car, et ainsi notre nouveau président prouve ses talents de joueur de bonneteau, la plupart des mesures qui sont en vigueur actuellement seront, à compter du 2 novembre 2017 (fin de l'état d'urgence), transposées dans la loi ordinaire. Grâce à ce tour de passe-passe, l'état d'urgence devient l'état normal et habituel. Il faudrait que la société, la population s'habitue à vivre avec ... Il faut que tout change pour que rien ne change, le vieil adage n'a jamais été aussi vrai et sous l'oeil attentif des caméras de surveillance dans les rues, les garanties démocratiques qui régissaient le fonctionnement de nos sociétés et nos libertés personnelles diminuent sans cesse.

(R)évolutions

Depuis quelques décennies, l'Humanité prend lentement conscience des dégâts considérables que le mode de développement capitaliste cause à notre planète. Raréfaction des ressources naturelles, pollutions dramatiques de l'air, de l'eau et des sols ; diminution très rapide de la bio-diversité, réchauffement climatique, démographie galopante, etc. A plus ou moins courte échéance, les conséquences inéluctables de la passion des hommes pour la marchandise vont nous obliger à modifier radicalement les formes d'organisation de nos sociétés ainsi que nos modes de consommation et de production. C'est une véritable révolution (selon la définition du dictionnaire : changement brusque d'ordre économique, moral, culturel, social, politique qui se produit dans une société) qui s'annonce. L'histoire de l'Humanité est pleine de changements brutaux dont les conséquences se sont révélées fondamentales pour l'évolution du genre humain et de nos sociétés.

Par exemple, si, aujourd'hui, l'être humain se tient debout, s'il peut utiliser ses mains pour fabriquer des outils, c'est bien parce qu'il y a deux millions d'année, en Afrique de l'est, la forêt tropicale dans laquelle vivaient des primates arboricoles a, suite à un changement climatique violent, laissé la place à une savane arborée. Pas de changement climatique et les singes en question auraient très probablement continué, comme leur congénères du reste de l'Afrique, à vivre leur vie de singes. Plus tard, il y a 15000 ans, c'est bien, entre autres choses, les changements de milieu, liés à la fin de la glaciation de Worms, qui ont entraîné la raréfaction des grands gibiers, favorisé le développement de la végétation et en particulier des céréales sauvages au Moyen-Orient ; toutes choses qui ont amené les chasseurs paléolithiques à se convertir à l'agriculture. Entre ces deux dates, des dizaines d'événements aussi imprévisibles ont obligé les humains à s'adapter, à améliorer sans cesse leurs techniques, leurs outils, à faire évoluer leurs relations avec le milieu et envers les autres hommes. S'adapter est, pour les sociétés, un impératif absolu : celles qui n'ont pas pu ou voulu s'adapter ont purement et simplement disparu. Et si nous trouvons encore, en ce début de XXI° siècle, des tribus primitives perpétuant, malgré la pression de la civilisation marchande, des modes de vie proches de ceux des chasseurs cueilleurs de la préhistoire, c'est suite à un choix délibéré de leur part. Ce mode de vie leur convient et ce n'est pas, comme voudraient nous le faire croire certains, par inadaptation, par manque de culture ou de sens de l'innovation. Les travaux de nombre d'ethnologues, et en particulier ceux de Marshall Sahlins*1, ont suffisamment montré que ces sociétés étaient parfaitement adaptées à leur milieu, qu'elles en tiraient précisément ce qu'elles souhaitaient et qu'elles assuraient à leurs membres, moyennant peu de travail et beaucoup de loisirs, une qualité de vie qui leur convenait. Ces populations adhéraient à ce mode de vie et ce n'est que parce que la civilisation moderne a exterminé la plupart de ces peuples dits primitifs, pour exploiter les ressources de leurs territoires, qu'elles ont pratiquement disparu. Ces modes de vie leur paraissaient tellement désirables que certains peuples vivant d'agriculture ont abandonné leurs villages et leurs champs pour reprendre une vie de chasseurs quand l'occasion leur en a été donnée. Ainsi, dans le sud de l'Amérique du nord, des peuplades indiennes vivant, dans des villages, de la culture du maïs ont domestiqué les chevaux échappés aux colons espagnols pour se lancer à la chasse au gros gibier et retourner au stade de chasseurs nomades.

L'histoire ne va donc pas toujours dans le même sens ; elle avance ou elle recule, par bonds. C'est donc une aberration intellectuelle, équivalente aux pires racismes, que de vouloir établir à la suite de certains philosophes des siècles passés une hiérarchie des peuples en fonction de leur niveau de développement technologique. Pour qu'une société se maintienne dans le temps, il faut que les populations qui la composent adhèrent ou, au minimum, acceptent ses valeurs, ses croyances, ses formes d'organisation sociale. Il faut que tous ces éléments fassent sens pour les individus. Et, c'est bien parce que les valeurs et les formes d'organisation des sociétés primitives de chasseurs collecteurs faisaient sens pour leurs membres qu'elles ont perduré pendant des milliers de siècles. Que cette adhésion soit consentie ou forcée, motivée par la raison ou l'empathie, acceptée comme expression de la volonté divine ou comme un mal obligé, peu importe, elle est nécessaire et dès que, pour une raison quelconque, elle disparaît, la société entre en révolution.

Avant 1789, une série de scandales retentissants, médiatisés à outrance avait fortement sapé le prestige de la famille royale et détruit la confiance que le peuple portait à la monarchie. Il a alors suffi de récoltes de céréales catastrophiques entraînant une hausse considérable du prix du pain pour que la révolte explose en juillet 1789. De même, en 1917, le peuple russe s'est révolté suite aux défaites de l'armée russe sur le front, aux privations dues à la guerre et à la perte de prestige du tsar consécutive à la répression des révoltes de 1905.

Suite en page 6 ...

Nous pourrions multiplier les exemples. En ce début de XXI° siècle, le système capitaliste affiche partout, avec arrogance, sa domination. Sa victoire sur les systèmes totalitaires du bloc soviétique lui a donné des ailes. Il se prétend aujourd'hui indépassable. Certains de ses thuriféraires vont même jusqu'à affirmer qu'il marque la fin de l'histoire. Hors le libéralisme, donc, point de salut il n'y aurait et aucune autre voie ne serait réaliste. Pourtant, deux siècles après la naissance de cette idéologie, le monde souffre toujours des mêmes maux qu'aux débuts du XIX° siècle : formidables inégalités, concentration des richesses dans les mains de petites minorités pendant que des centaines de millions de personnes survivent difficilement, guerres entre les États, montée des fanatismes, destruction des milieux naturels, épuisement des ressources, pollutions et empoisonnements divers, etc. Partout, la marchandise règne en maître et impose la seule loi qu'elle connaît : celle du profit. Si malgré ses caractères odieux et inhumains, ce système perdure depuis si longtemps, c'est grâce à une fabuleuse capacité d'adaptation (créé par des humains, il possède les mêmes capacités d'adaptation que les êtres vivants) et à son pouvoir d'innover sans cesse, de créer sans cesse de nouvelles marchandises, que des moyens publicitaires modernes rendent hautement désirables. Il entretient ainsi chez les populations, même les plus démunies, l'illusion que le bonheur réside dans la possession de ces objets. C'est la force de cette illusion qui fait que partout des travailleurs surexploités se résignent et acceptent leur sort. Mais en détruisant les conditions normales de la vie sur cette planète, en la transformant en un égout infect et en dépotoir, le système capitaliste contribue, de ce fait, à détruire cette illusion et sa vraie nature apparaît alors aux yeux de tous. Les révoltes de citoyens contre les excès de pollution ou les destructions de milieux naturels ne sont que les prémisses des prises de conscience et des révoltes à venir. En effet, chacun sera concerné car chacun sera touché.

Les dirigeants de ce système sont tellement conscients de ce risque que, pour éviter qu'il ne s'effondre, les voilà qui s'habillent en vert, se déclarent écologistes, organisent de grandes conférences et, comble de l'hypocrisie, prennent des mesures pour sauver la planète. Mais les mesures qu'ils préconisent ne consistent qu'à habiller de vert le système, à créer de nouveaux marchés, de nouvelles sources de profits et permettre ainsi aux grandes firmes d'augmenter encore leurs profits, principalement sur le dos des consommateurs. La montée inéluctable des périls et la transformation du cadre de vie des populations va donc changer la vision que les populations ont du capitalisme et vont détruire son prestige. Il leur semblait tout puissant, garant de leur sécurité, source inépuisable de bonheur, mais ils découvriront qu'il n'est en fait qu'un monstre froid au service des intérêts mortifères d'une minorité. A partir de là, tout est possible. Il est impossible de dire dans quel sens pourrait évoluer la société ; communisme libertaire ou barbarie ?

Pour que survive l'ordre existant, pour préserver leurs avantages et leurs pouvoirs, les États et la classe dominante mondiale sont, l'histoire nous l'a suffisamment montré, prêts à tous les crimes. La mise en place de régimes dictatoriaux, la guerre et son cortège d'horreurs, ne les effraient pas. A l'opposé, les anarchosyndicalistes savent que, pour qu'une authentique révolution sociale ait lieu, il faut qu'il y ait beaucoup de révolutionnaires, c'est à dire beaucoup d'individus pensant à la fois qu'une révolution sociale est souhaitable et conscients des moyens à employer pour y parvenir (but et moyens doivent être en adéquation). Sinon, très vite la contre-révolution reprendra le dessus ; les exemples ne manquent pas. Ce n'est qu'à ce prix que peut se dérouler une révolution communiste libertaire. La tâche qui incombe aux anarchosyndicalistes peut se décrire ainsi : d'une part, expliquer le but poursuivi, c'est-à-dire développer chez le plus grand nombre la conscience qu'il est possible et nécessaire de construire, en lieu et place du système actuel, une société plus égalitaire, plus solidaire, plus démocratique, en un mot plus juste et plus libre et, d'autre part, décrire les moyens : le seul instrument dont nous, anarchosyndicalistes, disposons pour parvenir à ce but est la mise en pratique, dans notre propre fonctionnement et dans les luttes que nous menons, de la démocratie directe et de l'action directe, de l'égalité, de la solidarité et de l'entraide. L'exemple que nous montrons dans l'application de ces principes est notre meilleur outil de propagande. Parce que nous voulons construire une société libre et juste, les moyens que nous devons employer pour y parvenir doivent être nécessairement libres et justes. C'est à cette tâche d'éducation que doivent se consacrer les anarchosyndicalistes et plus largement tous les hommes et toutes les femmes épris de liberté qui aspirent à une authentique révolution sociale.

---

*1_ *Voir Age De Pierre, Âge D'abondance - L'économie Des Sociétés Primitives de Sahlins Marshall, aux Editions Gallimard.*

Idéologie capitaliste et théorie de l'attribution

La domination n'est possible que par le consentement populaire. Mais, le consentement populaire peut s'expliquer par le pouvoir de l'idéologie ainsi que par les théories de l'attribution. Plus que jamais, les enseignements d'Etienne De la Boétie se vérifient.

Emile Durkheim définissait l'idéologie comme une « *représentation collective* » qui dépasse les représentations des individus. Ces représentations collectives agissent comme des « normes ». Elles supplantent et déterminent certaines attitudes individuelles. En d'autres termes, nous pouvons dire que l'idéologie se traduit en doctrine. En conséquence de quoi, elle s'impose comme une grille de lecture incontournable. Karl Marx considérait que les superstructures « *État* » et « *religion* » diffusent des idées [doctrinales] qui poussent la classe ouvrière à accepter sa subordination socio-économique. Plus qu'une entité détachée de l'individu, la superstructure est animée par des personnes qui peuvent s'organiser pour la contrôler afin de répondre à leurs propres intérêts.

Selon Marx, au sommet de la hiérarchie, les classes dominantes (les patrons, les religieux, les politiciens ...) élaborent des stratégies pour nous enfoncer dans le crâne qu'il nous faut nous résigner à accepter notre sort car, selon elles, soit nous le mériterions soit ce serait notre destin. C'est à ces fins que les uns nous vendent une vie idyllique dans l'au-delà, et que les autres nous font croire que nous sommes de pauvres gens mais d'honnêtes travailleurs. En tant qu'honnêtes travailleurs, il nous faudrait mépriser ceux qui refusent de travailler, car ce serait des personnes à considérer comme des parasites improductifs (cf. au discours de Macron).

A l'heure actuelle, M. Macron se sert de la superstructure « État » pour accréditer et diffuser l'idéologie thatcherienne/reaganienne ou « ultra-libérale ». Plus qu'un président, il se veut l'ambassadeur d'une classe sociale composée des plus grosses fortunes ; une élite qui accepte l'État dans la mesure où celui-ci lui permet, de s'enrichir (en asservissant les travailleurs) encore plus et, surtout, de conforter et légitimer sa domination.

L'idéologie n'est qu'un outil. Cet outil est mobilisé par cette classe dominante pour fabriquer du consentement populaire. Cette phrase : « *Je ne céderai rien, ni aux fainéants, ni aux cyniques, ni aux extrêmes* » reflète parfaitement le credo et la nature du capitalisme. L'élite s'adresse directement aux populations et tente de les déterminer selon ses propres normes dans le but de les soumettre à sa volonté ; volonté imposée par l'État. Nous pouvons constater que l'idéologie dominante, le capitalisme, introduit dans les méninges, et cela, dès la maternelle, des valeurs immorales (telles que compétition et sélection entre les élèves ...). La réussite sociale est imposée comme le modèle dont il faut rêver et auquel il faut aspirer coûte que coûte ; ce modèle doit brider nos vies car c'est à ce prix-là que le système capitaliste se perpétuera. Ces valeurs, ce modèle, sont à l'opposé des valeurs défendues par l'anarchosyndicalisme.

Suite en page 8 ...

L'attribution est une notion centrale en psychologie sociale. Couplées à l'idéologie, les théories de l'attribution permettent d'expliquer comment nos jugements se construisent. Elles concernent les façons dont les gens expliquent les comportements. Pour comprendre les comportements d'autrui, nous devons élaborer dans nos têtes une relation de cause à effet « *il a fait ceci parce que cela* ». Il y a deux manières de faire des attributions ; d'ordre interne ou d'ordre externe. Les attributions d'ordre interne font l'hypothèse que la réussite ou l'échec ainsi que le comportement de l'individu (volontaire ou réfractaire) dépendent principalement de ses aptitudes innées, telles « personnalité, motivations, intelligence, hérédité, etc ». Les études montrent, et ceci d'une manière récurrente depuis cinquante ans, que ce genre d'attributions serait majoritaire ; au moins, dans les pays occidentaux. Ce type d'internalité explique alors très bien les phrases de nos politiques « *si les gens en échecs scolaires en sont là, c'est qu'ils ne sont pas intelligents* » ; ce qui signifie qu'il n'y aurait aucune injustice là-dedans. D'ailleurs, ce genre de phrases nous les retrouvons aussi chez un certain nombre de nos chers professeurs bobos gauchistes. Les attributions externes, elles, renvoient les actions de l'individu à la situation et à l'influence de l'environnement social. Prenons l'exemple des catégories socio-professionnelles des parents ; ce sont elles qui, dans une large mesure, déterminent la réussite ou l'échec scolaire des enfants *1.

Autre exemple alliant attribution et idéologie : Hannah Ahrendt, voulant comprendre le rapport entre l'homme et ses actes, créa le scandale quand elle affirma que Eichmann n'était pas un monstre, mais un individu banal.

Imbibé d'idéologie par la propagande antisémite et sa trame identitaire et raciste, Eichman devint un nazi convaincu et en adopta les stéréotypes comportementaux. Il se coula dans le moule de l'obéissance absolue après que son psychique conditionné se fut aliéné au totalitarisme nazi. Il n'était pas plus fou que n'importe qui d'autre, il n'était pas un malade mental. Il devint simplement incapable de penser et de former ses propres jugements. Persuadé par le matraquage idéologique d'avoir choisi la bonne voie, il fit le choix personnel de sa propre médiocrité. Elle fit de lui un excellent fonctionnaire, un rouage scrupuleux et méticuleux, respectueux à l'extrême de l'autorité et de la hiérarchie. Le milieu et les circonstances dans lesquelles il évolua lui présentèrent comme valorisant le choix grégaire de la soumission. L'influence du milieu comme la force de l'idéologie et de la doctrine sont, sans aucun doute, pour beaucoup dans les choix personnels de Eichmann. Il s'agit bien, là, d'attributions externes car, ce n'est pas l'inné qui fit de Eichmann un nazi, mais c'est un ensemble de facteurs idéologiques et socio-politiques qui l'inclinèrent à faire ce choix. Ses actes ne sont pas ceux d'un fou, mais ce sont des actes politiquement justifiés par, et au nom de, une idéologie.

Avec l'annonce (faites à la suite des attentats de Barcelone et de Cambrils) concernant les terroristes dont un nombre non négligeable serait, paraît-il, atteint de troubles psychiatriques (25%, aux dernières nouvelles, mais une opportune inflation ne saurait être exclue). En tous cas, cet argument est commode pour décharger les idéologies (religieuses, réactionnaires et totalitaires) de leur culpabilité et encore plus commode d'accuser quelqu'un de troubles psychiques lorsqu'il se révolte ou lutte contre l'ordre établi et ses injustices.

La dérive totalitaire de nos sociétés s'inscrit, ici, avec une évidence claire, dans un transfert de l'attribution externe vers une attribution interne, et sous caution de science médicale. C'est, peut-être, vrai que certains individus ont des problèmes, mais la cause du terrorisme se situe-t-elle vraiment là, pour autant ? Et, la proportion d'individus perturbés est-elle vraiment différente chez les terroristes que dans le reste de la population ? Et, quelle est la cause réelle de ces problèmes ?

En ce qui nous concerne, nous pensons que faire la promotion de l'attribution interne, cela incite au racisme, à la haine xénophobe et au repli sur soi. En attribuant des qualités ou des défauts en fonction, par exemple, d'une couleur de peau ou d'une origine ou des actes et adhésions à des problèmes mentaux, cela contribue à susciter des jugements basés sur l'eugénisme. En tant qu'anarchosyndicalistes, nous rejetons ces idées réactionnaires pour les injustices qui, immanquablement, en découlent, mais aussi parce qu'elles sont absurdes. Pour nous, il va de soi que le conditionnement orienté de l'individu, dès son plus jeune âge, contribue à développer un crétinisme ambiant considéré comme conforme à la normalité ; mais quel formidable avantage pour les classes dirigeantes si elles pouvaient ne diriger que des crétins. La qualité d'Être Humain se trouve dans sa Raison et non dans l'obéissance ; elle ne peut pleinement s'exprimer que dans la capacité que chacun possède de développer réflexion et esprit critique.

*1_ *Voir notre brochure « École de la république = École de la soumission ».*

Levothyrox : « Un incident » sanitaire

Quelques millions de patients et la « petite » histoire d'une molécule de synthèse

Les laboratoires pharmaceutiques sont, avant tout, soucieux de leurs propres intérêts. Celui qui fabrique la molécule et le produit commercialisé (le levothyrox) avait décidé, très récemment, d'en modifier la formule. La thyroxine est le nom d'une hormone*1 naturelle sécrétée par le corps humain et sans laquelle la vie serait impossible. C'est une hormone qui intervient dans nombre de phénomènes biologiques humains et elle permet le miracle de la vie.

Il faut savoir que le corps humain est réglé par des systèmes qui lui assurent un équilibre harmonieux. Le système endocrinien*2 est l'un de ces systèmes ; et, sans lui, la vie ne serait pas possible. La thyroïde (glande endocrine) et l'hormone thyroïdienne (la thyroxine) qu'elle sécrète assurent des fonctions essentielles dans l'organisme ; sans elles, ce serait le coma, puis la mort. Cette hormone intervient dans de multiples phénomènes ; elle est nécessaire à la croissance, elle régule le cœur, la température du corps, le poids, le système nerveux, les muscles, etc.

Le levothyrox est une formule qui contient une hormone de synthèse, c'est-à-dire une copie de l'hormone naturelle. Son utilisation par la médecine a été rendue nécessaire par l'existence d'une véritable épidémie de maladies (dont de très nombreux cancers) touchant la thyroïde ; en particulier, des affections rendant inefficace la production de la thyroxine naturelle et nommées hypothyroïdies.

Le produit est administré suite à l'ablation chirurgicale de la thyroïde, contexte dans lequel des personnes sont dans l'incapacité de produire de la thyroxine, mais aussi dans les cas d'insuffisance ou de dérèglement de la glande. L'existence de cancer impose l'ablation de la thyroïde, d'où l'impérieuse nécessité de remplacer l'hormone devenue défaillante, suite à cette ablation. Ces affections sont survenues, massivement, suite au passage du nuage de Tchernobyl et cette vague de maladies touche majoritairement des femmes.

Les utilisatrices du levothyrox se comptent par millions. Elles constituent une véritable manne financière sous forme de rente viagère pour le laboratoire pharmaceutique qui fabrique la molécule de substitution destinée à remplacer la molécule naturelle ; celle qui permet à ces personnes, dont la thyroïde ne fonctionne plus, de vivre normalement.

Suite à la « *modification de la formule* » du levothyrox, un certain nombre d'utilisatrices a été gêné, constatant des effets divers : digestifs, sanguins, neuromusculaires, cardiovasculaires, troubles de l'humeur, etc. Face à cet « *incident* » sanitaire, les laboratoires ont réagi en affirmant que les modifications de l'hormone de synthèse étaient mineures car ne portant pas sur l'hormone elle-même, mais sur des produits surajoutés appelés « *excipients**3 » ; et, le ministère de la santé a relayé la version des faits émise par le laboratoire.

Il apparaît cependant que les effets observés aient été suffisamment importants pour mettre en doute les effets minimes invoqués par l'industrie et relayés par le ministère de la santé ; des plaintes ayant été déposées pour « *mise en danger de la vie d'autrui* » par les associations de malades qui ont exigé que la formule d'origine soit remise à disposition des patients, faisant ainsi reculer le gouvernement et le fabricant.

Pour nous, s'agissant de la santé, il est clair que :

les effets d'une molécule ou du produit la contenant, avant que d'être simplement qualifiés de mineurs, doivent faire l'objet d'une étude préalable sérieusement menée et étayée sur une période suffisamment longue. Ceci permettrait que les utilisateurs ne soient pas l'objet d'une expérimentation à grande échelle d'une formule modifiée, et ce faisant, servent de cobayes à leur insu.

le laboratoire, fort de cette étude préalable, doit informer les usagers des modifications apportées, des bénéfices espérés ou attendus et, au minimum, des effets possibles – surtout si ces effets peuvent être indésirables.

S'agissant de la lutte contre la maladie, il apparaît qu'elle ne saurait se résumer à la prise d'hormones de synthèse, mais à la prise en compte des facteurs environnementaux et à l'application du principe de précaution au nom de la santé publique. Les garants de la santé publique, à savoir les politiciens, mais aussi les industriels (y compris ceux des laboratoires pharmaceutiques), qui, ensemble, oeuvrent au nom de la rentabilité capitaliste désormais devenue sacrée, devraient plutôt prendre connaissance des études épidémiologiques*4 qui mettent en évidence les causes réelles et en tenir compte dans leurs décisions. Mais, il faudrait, pour cela, allié générosité et intégrité, deux qualités dont ils sont totalement dépourvus ; au vu du fait qu'ils mettent la rentabilité au centre de leurs concertations en place et lieu de la santé de la population, de la santé publique.

*1_ Hormone : *Substance active sécrétée par une glande endocrine et déversée directement dans le sang pour exercer son action. Dans ce cas-ci, il s'agit de l'hormone thyroïdienne, sécrétée par la glande thyroïde.*

*2_ Système endocrinien : *Ensemble des glandes endocrines de l'organisme qui règle son équilibre en sécrétant des hormones qui passent directement dans le sang.*

*3_ Excipient : *Substance neutre dans laquelle on incorpore un médicament pour faciliter son absorption.*

*4_ Épidémiologie : *Étude de l'ensemble des facteurs concourant à la constitution d'une maladie.*

Les patrons ordonnent, Macron ordonnance

« Nous avons eu l'occasion de jeter les bases d'une société sur les principes anarchistes mais ceux que nous avions en face de nous, ne nous ont laissé ni le temps, ni l'espace. »
Nestor Makhno, 1889-1934

Après le vote de la loi d'habilitation par le parlement, les fameuses ordonnances macron, dites « projet de loi pour la réforme du code du travail », ont été « présentées » au conseil des ministres, le 22 septembre, afin de leur donner un semblant de légitimité, et publiées le lendemain au J.O.

Comme le disait si richement Muriel Pénicaud, la ministre du travail : « *La loi a été enrichie par les concertations avec les partenaires sociaux* ».

La forte mobilisation, avec des appels d'envergure pour lutter efficacement contre les ordonnances macron, de la part des syndicats se fait sous silence. Pourtant, le programme du chef de l'État est essentiellement centré sur la finance d'abord ; et sur le social jamais. L'« impérieuse » nécessité des ordonnances, comme nous nous le sommes entendu raconter, serait de s'élever : « […] *contre les difficultés rencontrées par les entreprises ;* […] *des solutions innovantes doivent être trouvées et cela passe par la modernisation des droits et des devoirs* ».

Les difficultés ? Quelles sont-elles, selon les économistes et les experts, si nombreux ? Les difficultés sont les embauches toujours trop chères, les licenciements toujours trop onéreux ! … Le manque de flexibilité, aussi ... ? Quand nous voyons, aujourd'hui, que la sous-traitance est flexible à grande échelle et qu'une personne, à elle seule, peut se trouver à travailler pour 3 ou 4 boîtes (le sous-traitant d'un sous-traitant en interim …) en même temps, ou bien que des travailleurs prennent l'avion pour exercer leur tâche ingrate, ou encore ces chantiers à l'autre bout de la France, loin de sa famille, … nous constatons que la main d'œuvre qui coûte toujours trop cher a vraiment bon dos. Il est fréquent de voir un ouvrier faire gagner de l'argent à plusieurs entreprises ; … et pour un seul salaire, s'il vous plaît !

Pendant ce temps, « Les milliardaires européens ont augmentés leurs revenus de 19% en 2016 ». Ces pauvres patrons auront droit, très prochainement, à l'erreur face à l'administration. Comme dans le cas des erreurs fiscales, par exemple, ce sera juste un aimable rappel à l'ordre, et encore. C'est vrai qu'il est difficile de remplir ses devoirs de « citoyen » quand on a les poches pleines et les coffre-forts pleins*1. D'ailleurs, les caciques politiques ne s'y sont pas trompés et il est vrai que la contagieuse épidémie d'allergies à l'impôt (une soit-disant phobie administrative) est tout à fait recevable quand un élu sait bénéficier de toutes les indulgences, et malgré le scandale, ceux qui sont pris la main dans le sac ne risquent ni la ruine ni la misère.

Ces ordonnances, en inversant la hiérarchie des normes, en transformant fondamentalement le code du travail, ont pour ambition de changer les rapports sociaux. En fait, en vidant le code du travail de sa substance, ça va être plus que jamais le chacun pour soi ; sauf si nous réagissons et que nous sommes bien conscients que l'action collective et directe ainsi que la solidarité sont nos meilleures alliées. Mais cela ne se fera pas sans sacrifices, ni sans souffrances. L'Histoire des luttes nous en est témoin.

Comme le disait l'inimitable et impayable ministre du travail dans le journal « Le Monde » : N'oublions pas « *Les modifications de contrat, d'horaires, de rémunération, se feront sur des accords. En cas de refus, le licenciement sera légal* ». En termes d'accord, c'est assurément très « pertinent » ! Nous ne sommes plus à un sophisme près, nous direz-vous. Et vous aurez bien raison ! Car « Soit "nous" sommes d'accord pour baisser ton salaire, toi le travailleur, soit, si t'es pas d'accord, t'es viré ! » ou mieux encore : « Soit t'es d'accord, soit j'te vire, alors t'es d'accord ? ». C'est aussi simple que ça. N'est-ce pas M. Hollande qui parlait d'un « *choc de simplification* » ?

Ce gouvernement « En Marche » a vraiment l'art et la manière de vouloir nous prendre pour des imbéciles ; il n'y a pas d'autres mots. Ni de gauche, ni de droite, « En marche » ne serait pas un parti. "Frère" Emmanuel aurait été élu sur un projet et pas sur un programme, etc.

Pour la ministre du travail, comme pour ses compères, les ordonnances macron, c'est soulager les entreprises … pour qu'elles se développent et qu'elles créent plus de richesses (pour les riches). Ça fait plus de trente ans que ça dure, que les riches sont de plus en riches, et que le secteur social se dégrade tout en nous entendant dire que c'est indispensable pour lutter contre le chômage, qu'il faut, pour cela, « rénover » le code du travail car trop protecteur des travailleurs ; et nous sommes d'avis que si le code du travail devait être amélioré, c'est plutôt en faveur des travailleurs, et non contre eux, qu'il fallait le faire. Pendant que les richesses s'accumulent dans les coffres des banquiers sous forme de devises et de titres dûment signés par les escrocs de la politique (excusez pour le pléonasme), généreusement arrosés au passage, il n'y a que quelques miettes qui retombent sur le plus grand nombre. C'est l'incontournable règle du capitalisme.

« *Huit personnes sur la planète détiennent autant de richesses que la moitié la plus pauvre de la population mondiale (soit 3,6 milliards de personnes)* ». C'est le résultat de la règle.

Suite en page 11 ...

Les grèves à répétition dans les hôpitaux, dans l'éducation, dans les transports n'ont, depuis trente ans, pas fait changer la tendance. Les balades syndicales, non plus. Pas plus que les promesses des uns et des autres. Une chose est sûre, nous ne pouvons compter que sur nous-mêmes, sur notre capacité à mener les luttes de façon autonome, en nous affranchissant de toutes tutelles. Cet échec est dû à la façon dont les luttes ont été menées ; et les syndicats de la collaboration y sont pour beaucoup car ils ont agi pour la démobilisation générale, quoi qu'ils en disent. Un mouvement social sans grève générale prolongée, sans blocages, sans une participation active et massive de tous les pans de la société, sans une volonté de vrai changement et qui se résume à des revendications corporatistes, n'est qu'une formalité passagère.

Aujourd'hui, il n'y a pas de discussion, ni de réel échange dans les entreprises et les services publics. L'avis des personnes concernées par ces nouvelles mesures n'est d'aucun intérêt pour les patrons et les gouvernants, et ça ne les intéresse pas. Seuls leur pouvoir et leurs privilèges, jamais assez conséquents à leur goût, les intéresse. C'est, donc, un ersatz de code du travail qui entre en vigueur, avec une augmentation des « accords » (contrat et temps de travail modifiables, CDI de chantiers partout, temps du CDD,...).

Face à ces attaques incessantes contre un modèle social arraché de haute lutte par la classe ouvrière, il faudra tout regagner, en mieux, par des luttes acharnées. Pourtant, aucune réunion ou assemblée ne se fait, sur les lieux de travail ou dans les facultés, avec un réel esprit critique et de réflexion sur ces ordonnances et sur tout le reste*2 ; et cette absence de critique se retrouve même dans le monde quotidien qui nous entoure. Cela durera tant que nous laisserons les syndicats et les partis tenir la contestation dans leurs mains pas propres. Il faudra suivre, ou pas, leurs journées de mobilisation, les nouvelles nuits debout, un nouveau « front social », écouter des représentants ou des experts débiter leurs platitudes.

Comment les travailleurs (ouvriers, chômeurs, retraités) et les étudiants peuvent-ils répondre aux attaques du trio (patronat, État, partenaires sociaux) ? Comment répondre aux difficultés réelles de la majorité de la population et pas à celles issues de la mystification des

gouvernements très très à droite qui se succèdent ? Comment obtenir l'accès à des logements décents pour tous à des prix bien inférieurs à 1/3 du SMIC, faire en sorte que tous les soins médicaux soient remboursés a 100%, etc ? Il n'y a pourtant, là, rien de bien révolutionnaire puisque augmenter les salaires ou baisser les frais contribueraient à augmenter la consommation et à nous intégrer au système capitaliste ; mais les syndicats jaunes et les sociaux-démocrates sont encore bien en deçà de cela. Les droits sociaux sont, pourtant, le bien commun.

En revanche, les patrons n'auront aucun état d'âme à payer des salaires de misère, à faire travailler des enfants au nom de la compétitivité, etc. Ils mentent en prétendant que le coût du travail serait trop élevé et serait la cause du chômage de masse.

Donner une bonne éducation pour tous, en finir avec le harcèlement moral et le suicide au travail, le manque d'effectifs dans les hôpitaux, l'individualisme égoïste, le cloisonnement, l'isolement, le repli sur soi, les fins de mois difficiles, l'avenir incertain. En d'autres mots, comment en finir avec les inégalités et la misère sociales ? … Elles sont là, les difficultés vraies et réelles.

Ces ordonnances sont un seuil supplémentaire de franchi dans la régression généralisée, et la seule solution est, toujours, la même, c'est la lutte sociale révolutionnaire. Seule une union solidaire de tous les travailleurs exploités, et au-delà des frontières, est à même de s'opposer au front du capitalisme international. Nous pouvons créer de nouveaux outils de lutte, si nécessaire, nous rencontrer, échanger, en parler autour de nous, débattre et nous organiser horizontalement pour construire le monde de demain, un monde vraiment pour tous où les difficultés de tous seraient prises en compte pour être résolues et non pas gérées au profit d'une élite autoproclamée. Nous portons, tous, ces capacités en chacun de nous ; d'autres ont essayé avant nous et s'ils n'ont pas pu réaliser pleinement leurs rêves, nous devons tirer les leçons du pourquoi afin, cette fois-ci, de pouvoir les réaliser. Place aux « rêves » et à « l'imagination » pour sortir de ce cauchemar qui nous est imposé par des gens sans scrupules et, surtout, sans courage ; qui tentent continuellement de nous monter les uns contre les autres et qui se permettent, par dessus le marché, de nous faire la morale et nous traiter de fainéants alors qu'eux-mêmes sont les exemples les plus parlants de la fainéantise et de la corruption.

*1_ *Voir article sur les autoréductions en page 14 (le téléphone).*
*2_ *Voir notamment, nos articles en page 3,4,5 & 6*

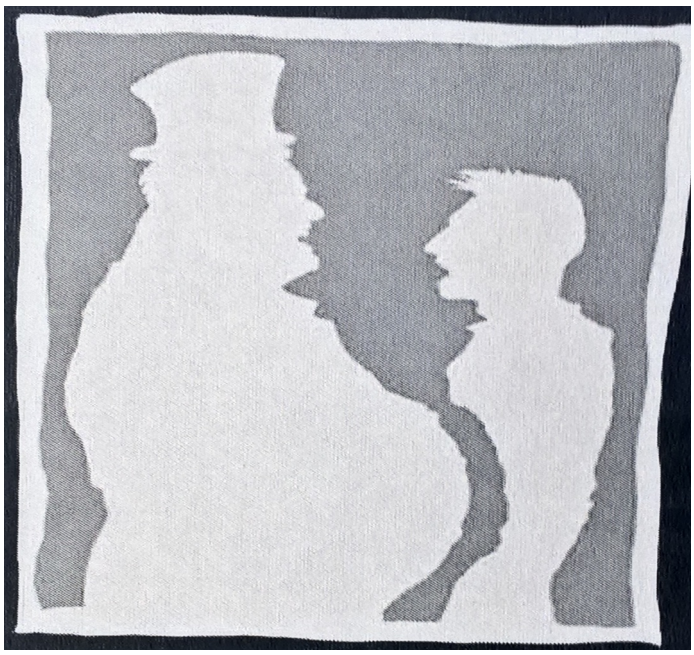
Baisse des APL ? Baisse des loyers !

L'État a décidé de baisser les APL de 5€. Ces allocations, présentées depuis des années comme des aides aux plus défavorisés pour faire face à la cherté des loyers, ont en réalité contribué à servir la spéculation immobilière dont l'intérêt est dans l'augmentation de leurs montants. Ceux-ci, qui, il y a 20 ou 30 ans, ne représentaient qu'une petite partie du salaire, représentent aujourd'hui plus du tiers des revenus d'un ménage. En clair, cela signifie que ces aides vont dans la poche des propriétaires et contribuent à enrichir les promoteurs immobiliers. En fait, il n'y a pas que les APL qui participent à cet enrichissement. D'autres dispositifs, telles les mesures de défiscalisation, par exemple, ont, aussi, largement soutenu le marché de l'immobilier. De gauche ou de droite, l'État est toujours au service des possédants.

Alors que, aujourd'hui, les prix des loyers ont atteint des niveaux prohibitifs, que le nombre des mal logés ou des sans-logis est très élevé (150 000 personnes sans logements, 3 800 000 de mal logés, 12 100 000 personnes fragilisées par des problèmes de logement*1) , l'État décide de diminuer les aides au logement. Il s'agit d'une véritable provocation, d'autant plus que, dans le même temps, l'Etat déclare vouloir baisser l'impôt sur la fortune (ISF) !

L'État se moque de nous quand il fait semblant de découvrir que le système des APL a favorisé la spéculation immobilière. Il se moque de nous quand il prétend découvrir que le nombre de personnes qui ne peuvent pas accéder à un logement correct est scandaleux alors que bon nombre de logements en bon état restent inoccupés. La diminution des APL est la preuve de son mépris envers les pauvres car 30 000 enfants dorment dans la rue et beaucoup de personnes ne peuvent pas accéder à un logement salubre simplement parce qu'elles n'ont pas les moyens de payer trois mois de caution ou qu'elles ne disposent pas de garanties suffisantes. Pourtant, des mesures simples permettraient de remédier à ces situations.

Et l'État se moque encore plus de nous quand il prétend faire supporter aux plus défavorisés le coût de la baisse des APL. En fait, cette mesure inique va se traduire, pour tous les « bénéficiaires » des APL, par une augmentation des loyers de 5€ par mois ! C'est 5€ de moins pour se nourrir, se vêtir, se cultiver. C'est considérable et c'est intolérable ! Puisque les propriétaires ont (selon les propos du gouvernement lui-même) largement bénéficié pendant des années de ce système qui leur a permis de s'enrichir en augmentant inconsidérément les montants des loyers, il serait juste que ceux-ci soient baissés de 5€ et que les profiteurs soient les payeurs. Et si le gouvernement ne veut pas prendre cette mesure de simple bons sens, logique et morale, alors appliquons nous-même, sur les loyers que nous payons, cette réduction. L'État baisse les APL ; baissons les loyers ! Comme toujours, nous n'aurons que ce que nous prendrons. Il ne dépend que de nous de créer un rapport de force.



Mais, nous sommes bien conscients que cela ne résoudra pas le problème du logement, tant les loyers sont élevés et les laisser pour compte nombreux. Au-delà de cette baisse, qu'il est juste de réclamer, il ne s'agit pas de demander à l'État 5€ de plus. Il s'agit, plutôt, d'imposer un véritable rapport de force qui permette à tous de se loger décemment. L'auto-réduction des loyers n'est pas une utopie, d'autant plus que dans plusieurs pays, Espagne, Italie, Argentine … des populations se sont regroupées dans des comités autonomes, indépendants des partis et/ou des syndicats, pour imposer la réduction des loyers et elles ont obtenu gain de cause. Parlons-en entre nous. Parlons de ces combats, de la nécessité de cette lutte et des formes que nous voulons lui donner. Regroupons-nous en collectifs de lutte autonomes pour l'auto-réduction des loyers. Prenons notre lutte en mains, autogérons-la et ne laissons personne s'en occuper à notre place. Parlons des luttes, des luttes de l'auto-réduction des loyers, des luttes où les gens se prennent en mains directement et s'organisent par eux-mêmes. Organisons-nous en collectifs pour réduire les loyers de 5€, 10€, 20€, … et plus !

Et, si cela ne suffit pas, … **En marche pour la grève des loyers !**

*1_ *Chiffres de la fondation Abbé Pierre*

Autonomie populaire et désobéissance civile : Les autoréductions en Italie

Le prolétariat de la région France subit, aujourd'hui, des attaques contre les retraites, le code du travail et une baisse des APL, sans oublier le gel continu des salaires. En prime, vient s'y ajouter le mépris de M. Macron pour les classes populaires. Ce dernier se permet de nous traiter d'illettrés, de fainéants, de cyniques, et d'être détenteurs d'un "faible capital culturel". Gageons que certaines de ces qualités pourraient lui être attribuées. Sur ces faits, voici un aperçu de ce que fût la lutte des classes dans l'Italie des années 70', période que Macron & consorts ainsi que leurs zélateurs de TF1, BFMTV & co qualifient, avec leur malhonneteté habituelle, d'années de plomb.

La situation de l'Italie des années 59-69

L'année 1959 se caractérise par un regain des luttes ouvrières. Les heures de grève rejoignent celles de l'année 1948. A cette époque-là, l'industrialisation massive du nord de l'Italie necéssitait en partie une main-d'oeuvre provenant des régions les plus pauvres. Cela modifia sociologiquement la classe ouvrière de cette région du monde. Malgré ça, le modèle fordiste n'est pas parvenu à éradiquer la conscience de classe des ouvriers. Par exemple, l'inflation de 1964 provoqua un regain de la lutte dont le signe avant-coureur fut l'assaut de "piazza statuto*1" (siège du syndicat local, équivalent de F.O). Les revendications étaient les suivantes : réduction significative du temps de travail, augmentation, pour tous, des salaires indépendamment de la productivité et des cadences, et remise en cause de l'échelle des salaires. Les syndicats réformistes n'avaient que faire des revendications exprimées. En mars 1968, les 100 000 ouvriers de FIAT se mettent en gréve et s'organisent par le biais des assemblées générales et du refus des délégués, facilitant l'apparition des comités unitaires de base*2, afin d'intensifier la pression sur les syndicats réformistes. Le dispositif structurel des ouvriers se met en marche et s'autonomise. L'accord du 26 juin 1969 ne calme pas le jeu puisque les ouvriers élèvent des barricades en affrontant la police à "Corso Traiano". Agnelli (Big boss de FIAT) déclenche, le 3 septembre, une immense vague de mises à pied. Les syndicats réformistes*3, quant à eux, enclenchèrent un processus de rapprochement et incorporèrent dans leurs plate-formes la plupart des revendications ouvrières sous le contrôle du PCI*4. Le but était de retrouver une crédibilité auprès des ouvriers. Cette concession ne visait, dans un premier temps, qu'à restaurer le consensus social. Les patrons souhaitaient recouvrir leurs taux de profit d'avant le mouvement de lutte et mieux préparer la contre-offensive. Elle va se concrétiser par le prélude de la restructuration. Mais le scénario ne se déroula pas comme prévu. Le comportement*5 des ouvriers de FIAT Milan se répercute, puis s'impose, en devenant une référence exemplaire. L'Etat Italien, voyant que la situation lui échappait, réagit à son tour par la promulgation de l'épargne forcée, de la hausse du coût du crédit et des prix, et par le recours à la violence en se servant des nervis fascistes, sous les bons offices des services secrets, bien entendu. C'est le début de la "stratégie de la tension*6".

Le mirage de la "casa integrazione"

Les patrons, mis devant le fait accompli, usèrent d'un nouveau subterfuge en modifiant le régime de la "casa integrazione » qui ressemble en partie à nos "assedic". La "casa integrazione" fut mise en place dans l'immédiat après-guerre. Et elle ne peut être employée que lorsqu'une entreprise subit les coûts des problèmes techniques*7 n'étant pas du ressort du patron et des ouvriers. La "casa integrazione" assure en principe 60% du salaire de ces derniers pendant 3 mois. Et le cadre d'attribution de la "casa integrazione" va s'élargir largement durant ces années par choix des legislateurs. Elle assurera plus tard, 6 mois de chômage. Elle peut être (ou pouvait être) renouvelable tous les 3 mois sur simple décision du patron. L'allocation se fixe dès lors à 80% du salaire. Il faut savoir que le créancier principal de ces opérations est l'Etat Italien. Quelques chiffres : 8 739 000 heures (d'allocation) en juillet 1974*8, 9 870 000 en septembre 1974, Agnelli se permettait le luxe de mettre 71 000 ouvriers en "casa integrazione" vers l'automne 1974, sans en référer à l'Etat !

Dès le début de janvier 1975, le refus d'aller au travail ne represente plus que 10% à la FIAT. Pourquoi s'absenter lorsqu'on est payé à ne rien faire ? Le nombre d'ouvriers en "casa d'integrazione" plafonne autour de 800 000, tandis qu'il y a 1 million de chômeurs. Si personne ne nie que l'amélioration des conditions matérielles d'existence est louable, nous devons aussi dire que la "casa integrzione" a été une illusion dans le contexte de l'Italie des années 70'. Cette institution a permis aux patrons de retourner la protection sociale contre les travailleurs. Les plus conscients des prolétaires italiens s'aperçoivent alors des limites du combat dans l'entreprise. Ils opèrent aussitôt un déplacement vers la cité et la vie quotidienne (hors boulot, bien entendu). Ils vont s'inpirer de l'expérience antérieure de leurs aînés, lors de la crise du logement des années 50'. La jonction "intra" et "extra" entreprises se réalisera et s'étendra dans tous les aspects de la vie courante.

Le logement

Dans l'immédiat aprés-guerre, vers 1950-51, la reconstruction entraîne un flux migratoire intense, modifiant l'urbanisation des villes du pays. Rome, en particulier, reçoit l'arrivée d'expatriés du Latium. Mais une loi promulguée sous le régime fasciste leur interdit l'accès aux logis du centre historique. Le PCI, désireux de contrebalancer le pouvoir municipal détenu par la droite, va s'employer à canaliser le mécontement des nouveaux arrivants qui s'entassent à la périphérie et vivent dans des conditions déplorables. Contre l'amplification de la spéculation immobilière, les "consulte popolari" se mettent en place sous le contrôle des conseillers municipaux et des parlementaires du PCI-PSI*9 lesquels se contentent de revendiquer l'intervention de l'Etat. Or, l'aide de l'Etat ne se débloque pas et la part qu'il alloue au logement passe de 25% à 12%. La corruption et le clientélisme vont de pair sous la houlette de la Démocratie Chrétienne et du centre. Les "consulte

Suite en page 14 ...

popolari" ne limitent finalement leur rôle qu'à une pression envers les pouvoirs publics. Le PCI refuse absolument de s'écarter de la voie parlementaire. Malgré ça, il y a quelques grèves de loyers, en 1964*10. En 1969, dans des taudis putrides tandis que l'on recense 40 000 appartements vacants. Ces derniers ne trouvent ni locataires ni acheteurs en raison du prix. Ce paradoxe encourage de nouvelles occupations de logements. Elles entendent incarner une récupération réelle du salaire par la réappropriation. Les occupations d'habitations du quartier de Tufello s'étendent à d'autres quartiers comme Célio, Ostie, Nuovia ostia ... Ce type d'actions se coordonne au niveau du comité d'action de banlieue*11 pour se dégager de l'emprise du PCI qui ne tarde pas à se désolidariser. L'Etat analyse la situation et craint que la hausse des occupations d'habitation renforce le CAB et amplifie et affaiblisse le rôle attribué au PCI. L'Etat dépêche 1500 CRS, en tenue de combat, qui multiplient les évacuations afin d'enrayer ce phénoméne. Simultanément , il concède aux revendications du PCI et des "consulte".

Les transports

Les exploités qui utilisent les transports en commun pour se rendre à l'usine sont insatisfaits du coût et de la qualité du transport et n'hésitent pas à entamer la lutte, en ayant recours à l'autoréduction.

Les moyens de transport s'administrent sur le principe de la concession : des entreprises privées gèrent un service public avec l'accord de l'Etat. Elles servent officieusement de pompe à fric pour la Démocratie Chrétienne. Par exemple, une entreprise X qui administre une concession au nord de Milan reçoit 9 milliards de Lires de subventions chaque année alors qu'elle n'en dépense que deux. Le résultat de cette gestion se traduit par des conditions déplorables : absence de confort, rigidité des horaires, durée des déplacements, etc. D'autant plus que beaucoup d'éxploités effectuent de longues distances*12. En 1953, une lutte des usagers de Bergame eut lieu. Ils obtinrent gain de cause en occupant les voies ferrovières. Togliatti, 1° secretaire du PCI, et ministre de la justice dans le gouvernement d'unité populaire, avait fait voter une loi interdisant cela en 1947 ! En 1971-72, les ouvriers et étudiants de Bergame Précia imposent l'éléctrification, des allocations communales pour les abonnements, l'augmentation du nombre de wagons; cela par la grève et l'édification de barrages. A Milan, en 1974, le gouvernement régional décide d'augmenter de 60 % le prix des transports. Face à ça, le comité unitaire de base*13)* lance une grève sauvage à l'Aziendale di transporti Milanisi*14, la principale entreprise de transports Milanais. Le 20 septembre, un appel est lancé par la Fédérazione di lavorati Metalmecanicci*15, en dépit du désaccord exprimé dans les conseils d'usine par les délégués de la Fédérazione Italiani Operai Metalmecanicci*16, pour l'autoréduction. Le mouvement des usagers ne cesse d'accroître son influence sur les ouvriers.

Environ 10 000 personnes voyagent les premiers jours en réglant le précédent tarif. La FLM se charge de vendre les tickets, portant son tampon, aux portes des bus, des usines et des conseils d'usine. A la fin du mouvement, le nombre de participants atteint 40 000 personnes. Cela aboutit à un accord annulant l'augmentation, malgré le travail de sape des syndicats institutionnels dits représentatifs.

La nourriture

Durant l'année 1974, l'inflation atteint 18 %. Par contre coup, les ouvriers réclament la fixation "politique" des prix, c'est-à-dire ce que doit payer l'ouvrier pour une denrée, car l'inflation (qui se repercute sur les prix à la consommation) est vécue comme le moyen d'annuler les hausses de salaires. En juin, les premiers mouvements de boycott des magasins s'organisent à Maestre et Venise. Dans le quartier de Villagio San Marco de cette dernière, les ménagères réussissent à imposer, par la lutte, une baisse de 1000 lires sur quatorze produits de première nécessité valant 8000 lires. "Un comité des prix" est constitué par les ménagères dont l'objectif est d'examiner les variations du coût de l'alimentaire sur le budget familial. A Milan, la population ouvrière passe sans aucun état d'âme du boycott à la réappropriation collective. Les jeunes exploités étendront ce mouvement aux boutiques de disques et de vêtements. Un extrait de tract distribué lors d'une de ces actions : "Les biens que nous avons pris sont à nous, comme est nôtre tout ce qui existe parce que nous l'avons produit".

Le téléphone

La gestion du téléphone est octroyée à une société d'Etat : La SIP. Son développement revient aux multinationales*17 qui décident d'entamer des restructurations pour dégager de nouveaux profits. La SIT-Siemens enclenche une automatisation de la production des centrales téléphoniques. Cette décision se répercute sur les ouvriers travaillant dans ce secteur qui se retrouvent au chômage technique et les factures des usagers subissent une importante majoration. La SIP se justifie au nom d'un soi-disant déficit qui atteindrait les 300 milliards de lires. Mais cela n'empche pas la SIP de verser 40 milliards de bénéfices aux actionnaires tout en s'acquittant d'un maigre paiement des impôts évalué à 3 milliards au lieu des 47 milliards de lires prévus !

Vers la première semaine d'avril 1975, un groupe d'usagers réalise un coup d'éclat à Milan en s'introduisant dans un central téléphonique*18 pour détruire les enregistreurs d'unités avec des barres de fer, ce qui permet à tout un quartier de téléphoner gratuitement. En réponse, l'Etat Italien promulgue une loi autorisant les policiers à se servir de leurs armes à feu sur quiconque "est surpris à rôder autour d'un batiment public". A la fin du mois de septembre, la SIP reprend l'offensive en coupant plusieurs milliers de téléphones à des travailleurs vivant dans les banlieues de Rome.

La riposte ne se fait pas attendre : une charge de plastique fait sauter le central de la via Shakespeare, le 13 octobre : 14 000 lignes de téléphone, incluant ceux des ministères et de la présidence de la république, sont inopérantes. L'opération se répète le lendemain à Gênes. Il n'y a qu'une seule cible dans ces 2 cas : les quartiers des bourgeois ! On comptera dans la semaine 27 des attaques contre des centraux dont 4 réussiront. Au final, anecdote croustillante, des magistrats ordonnent à la SIP de rétablir le téléphone aux usagers pratiquant l'autoréduction, au vu du non-respect de la loi !

---

*1_ *1962 (pendant une grève à Mirafiori-principale usine du groupe FIAT à Turin)*
*2_ *CUB*
*3_ *CGIL=CGT, CISL=CFDT, UIL=FO*
*4_ *Parti Communiste Italien*
*5_ *Absentéisme, freinage de la production, ...*
*6_ *Les crimes de la place Fontana, de Brescia, du train Rome-Brenner* *7_ *Approvisionnements, finances, ...* *8_ *57,8% de plus qu'au mois de juillet 1973* *9_ *Parti Socialiste Italien*
*10_ *Exemple: Via Grottaperfetta*
*11_ *CAB* *12_ *Plus de 100 kilomètres*
*13_ *CUB* *14_ *ATM* *15_ *FLM*
*16_ *FIOM tendance CGIL*
*17_ *Exemple : Sit-Siemens*
*18_ *Lors d'une grève*

DOMMAGE POUR LA CATALOGNE*1

Encore les racines et toujours pas de cerveau.

Barcelone n'est plus ce qu'elle fût. La glorieuse capitale de l'anarchisme ibérique s'est transformée en une mégapole traversée par toutes les modes ; celles du fric, mais aussi celle du fanatisme et du sentiment identitaire. En conséquence, c'est l'ennemi historique de l'anarchisme, le nationalisme, catalan, avec ses affairistes et ses politiciens, qui tiennent le haut du pavé et domine les esprits. Les événements de cet été, qui se sont succédés dans et autour de la capitale régionale, ont tour à tour mis en scène les uns et les autres.

Il y a d'abord eu cette attaque contre un bus de touristes par quatre individus cagoulés se réclamant du mouvement « Arran ». Heureusement, cette action particulièrement stupide n'a fait aucune victime. Selon son porte-parole, son but était purement médiatique. Nous savons que, de nos jours, le ridicule ne tue pas mais qu'il est un moyen de faire du bruit virtuel. Comment dit-on « buzz » en catalan ? En tout cas, « Arran » se traduit par racines. Rien d'original là-dedans car, dans notre monde moderne, la métaphore écolo-politicienne fonctionne à pleins tubes ; les racistes parlent de souche et les gauchistes auraient des racines. La spéculation immobilière, quant à elle, fait flamber les loyers et ceux qui raisonnent avec leurs pieds (de vigne ?) attaquent des touristes, à chacun ses bouc-émissaires.

En politique, la tragédie n'est souvent pas loin de la farce. Quelques jours après cet incident sans gravité, mais intellectuellement pénible à supporter, les islamistes ont également choisi la cible touristique pour sévir. Le massacre du 17 août 2017, sur les Ramblas de Barcelone, et l'attaque de la plage de Cambrils ont mis en avant un autre pur produit du chauvinisme local que sont les « mossos de esquadra », la police catalane. Rappelons que, suite au mouvement dit des indignés qui l'étaient suffisamment à Barcelone pour obliger le « govern » (en dialecte catalan, on le dit comme ça pour dire gouvernement) à s'enfuir en hélicoptère en 2011, le pouvoir a édicté une série de lois répressives contre les contestataires qui l'avaient placé en si mauvaise posture. Ces lois ont permis aux politiciens catalans d'étancher leur rancune et aux célèbres « mossos » de s'illustrer dans une répression arbitraire qui connut son apogée avec deux séries d'opérations nommées « Pandora » et « Piñata » (voir encadré). Ces opérations furent du type de celles que tout État sait mener contre ses ennemis, un grand spectacle « sons et lumières », celui d'une foule de policiers sur-équipés et sur-armés s'agitant au son d'accusations mensongères : Les cibles étaient éloquentes, l'Athénée

Anarchiste de Poble Sec, l'Athénée Libertaire de Sant Andreu, ainsi que la maison occupée « Kasa de la Muntanya » …

Depuis 2015, vingt personnes poursuivies comme appartenant à la mouvance anarchiste*2 ont arbitrairement été placées sous les verrous ... Et, tout cela s'est terminé sur deux jugements rendus en 2016 et 2017 par le haut tribunal espagnol, lequel a, à chaque fois, désavoué et annulé ces deux opérations en dénonçant l'action abusive du « govern » catalan. Dépités et s'essuyant la bave qui leur coulait des lèvres, flics et politiciens catalans ont dû relâcher leurs proies.

La sardane des menteurs.

Tout comme le dit un dicton, on ne peut pas courir deux lièvres à la fois, et les fameux « mossos de esquadra », trop occupés à persécuter des innocents, ont négligé des religieux criminels. Ce 17 août 2017, la camionnette meurtrière des Ramblas a donc pu courir comme elle l'a voulu et écraser de paisibles touristes dont un enfant de 7 ans. Aussitôt, les « mossos » se sont plaints que eux, pauvres petits policiers, étaient sans moyens (sauf visiblement contre les Anarchistes) et qu'ils avaient été mis à l'écart des renseignements détenus par les méchants flics espagnols. A leur suite, le chef du « govern » est monté au créneau pour déclarer, le 29 Août, qu'une police catalane ne suffisait pas et que « *une armée catalane était indispensable* » (pour mieux défoncer les portes des athénées libertaires qui leur font si peur ?). Ces mensonges d'État (pardon de govern) n'ont tenu que quelques jours car la presse a révélé que, l'an dernier déjà, la police belge avait pris directement contact avec un officier des « mossos de esquadra » pour lui signaler la dangerosité de l'iman de Ripoll et, en mai 2017, c'est la CIA qui avait informé les « mossos » du risque d'attentat qui planait sur les Ramblas. Les « mossos » et les politiciens catalans ont commencé par menacer les journalistes puis ont décidé de mentir, les yeux dans les yeux, que jamais de la vie, au grand jamais, ils n'avaient eu ces renseignements. Ce n'est que, une fois, placés devant l'évidence des preuves qu'ils ont de maniére pitoyable fini par avouer qu'ils avaient menti en connaisances de cause.

Suite en page 16 ...

Pour clore cette ronde, les nationalistes catalans se sont mobilisés pour transformer la marche du 26 août 2017, marche qui se déroulait en hommage aux victimes des attentats, en une démonstration de chauvinisme ; et cela, au mépris des victimes. Des drapeaux, des centaines de drapeaux catalans, étaient déployés en tête de cortège, sans aucun rapport avec les victimes des attentats. Il y était dénoncé, tenez-vous bien, l'islamophobie et, cela, tout en suscitant et en stimulant l'hispanophobie. Pour les catalanistes qui venaient d'être pris la main dans le sac, ou mieux, dans leur boîte à manipulations, cette récupération était primordiale pour relancer le processus sécessionniste dont le nouveau point culminant devait être le référendum du premier Octobre 2017 sur le thème du « pour ou contre » l'indépendance d'une mystification nommée "peuple catalan".

*1_ *En référence à l'ouvrage de Georges Orwell « Hommage à la Catalogne ».*

*2_http://www.elmundo.es/cataluna/2017/05/30/592db9b146163fd34e8b462b.html article intitulé « Críticas a los Mossos en el final del 'caso Pandora'"

Retour sur les opérations Pandora & Piñata

Les opérations « pandora » et « piñata » s'étalèrent sur 2014 et 2015. Ces opérations de police furent la réponse que donna l'État espagnol aux événements de 2011 (mouvement du 15 mai, les indignés). Le gouvernement de la région de catalogne dût s'enfuir par hélicoptère, la queue entre les jambes, face à la colère de la rue. Le ressentiment que l'État espagnol et l'État régional nourrirent par la suite à l'égard des anarchistes, dont les pratiques jouèrent un rôle important dans le mouvement social, les conduisit à collaborer étroitement pour tenter de mettre un terme à leur influence.

Les mass-medias diffusèrent une image caricaturale ; celle d'un ennemi intérieur fabriqué sur mesure pour des opérations de police spectacle. Les medias allèrent jusqu'à mettre sur un même pied des idéologies diamétralement opposées selon un stéréotype s'adaptant au mieux au modèle terroriste du moment. Ils firent, tour à tour, la comparaison entre les anarchistes qualifiés de radicaux et Al-Quaïda ou entre les anarchistes et l'ETA. Les journaux n'hésitaient pas à afficher l'arrestation d'une cellule djihadiste, l'arrestation d'un homme chez lequel on avait trouvé un arsenal ou des groupes d'extrême-droite, côte à côte avec l'arrestation d'anarchistes accusés d'appartenir à une bande terroriste. Le message était clair.

Rien que les noms de ces opérations semblent avoir été, spécialement, choisis pour faire les gros titres des journaux. Il s'agissait de donner, des anarchistes, l'image d'individus extrêmement violents, fanatiques, motivés par le seul goût de l'insurrection et regroupés dans une mystérieuse organisation nommée les groupes anarchistes coordonnés (GAC). Cette présentation, faite par les medias, visait à créer un rejet par l'opinion publique tout en justifiant des opérations de police totalement arbitraires contre ce qui était censé être un complot envers des institutions présentées, elles, comme honorables. Ces « *individus* » étaient soupçonnés de fomenter la révolte en s'infiltrant sournoisement dans les mouvements sociaux pour les tourner vers l'action violente.

Pour pouvoir s'en prendre aux anarchistes, des lois anti-terroristes furent mises en œuvre par la « audiencia nacional », le tribunal spécial espagnol qui s'occupe de la lutte anti-terroriste, qui supervisa les opérations. La coordination, entre la « audiencia nacional », les flics de catalogne (mossos de esquadra) et la couverture médiatique, fut excellente et immédiate. Tous servirent la même version des faits avec la mise en scène d'un état d'alerte maximum.

La finalité de ces opérations de police s'appuyant sur des lois anti-terroristes, et menées avec un grand tapage médiatique, n'était pas tant de s'en prendre simplement aux anarchistes que d'arrêter la dynamique de radicalisation des mouvements sociaux. Les politiciens ne s'y trompèrent pas. Ce qu'ils redoutent, ce n'est pas tant les anarchistes que les mouvements de masse déterminés à aller jusqu'au bout de leurs idées, surtout si ces idées enclenchent un processus révolutionnaire qui leur échappe et les remet en cause. La seule façon de lutter contre les mouvements sociaux est, pour l'État, de criminaliser les luttes sociales en suggérant la promiscuité entre luttes d'action directe et terrorisme. S'il s'agissait d'attaquer l'indéfectible solidarité des anarchistes envers les mouvements sociaux, pour le rôle que leurs idées sont capables d'y jouer, et de leur faire endosser la responsabilité de « *violences* » ; il s'agissait, également, de permettre aux professionnels de la politique et du syndicalisme de récupérer le créneau des luttes sociales.

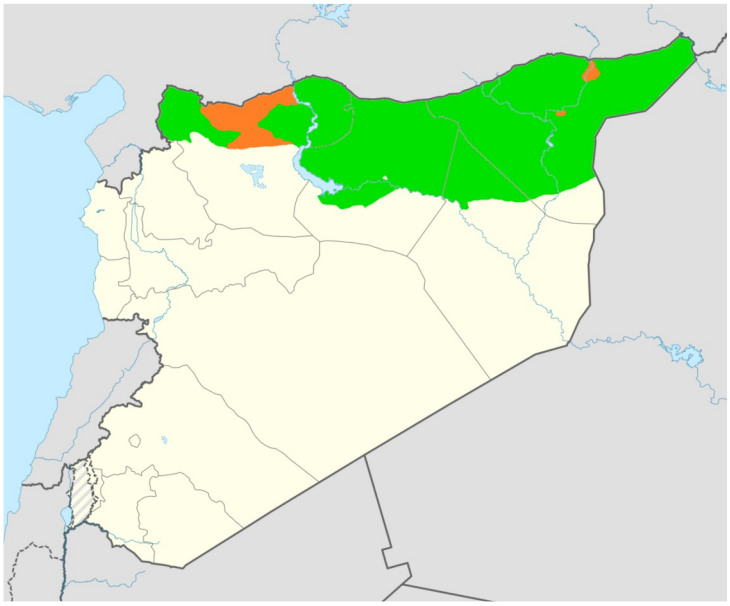
Suite aux opérations « Pandora & Piñata » des manifestations spontanées de solidarité envers les victimes de la répression policière eurent lieu un peu partout en Espagne, notamment, au centre-ville de Barcelone où l'ampleur de la mobilisation atteignit un niveau qui n'avait pas été au rendez-vous depuis les années 70' ; ce qui ne manqua pas de marquer les esprits. Ceçi pouvant expliquer cela.

Ebru Firat : déjà 400 jours d'emprisonnement dans les prisons turques

Ebru Firat est née à Moissac (Tarn et Garonne), dans une famille kurde de nationalité turque. De ce fait, elle a bien sûr la double nationalité, française et turque. C'est à Toulouse, dans le quartier du Mirail, qu'elle a grandi et fait ses études. A l'âge de dix-huit ans, elle en a aujourd'hui vingt-cinq, passionnée et convaincue de l'absolue nécessité de s'engager pour défendre ses valeurs, elle s'est rendue dans la région du Kandill. Dans cette chaîne de montagnes séparant le nord de l'Irak de la Turquie, elle a été formée aux soins par la résistance kurde combattant contre Daesh. Quelques années plus tard, toujours emplie des valeurs de justice et de liberté, elle s'est trouvée mobilisée pour la résistance contre l'État Islamique dans la région du Rojava (signifiant l'Ouest en Kurde).

Situé au Nord de la Syrie, il se déroule au Rojava une expérience politique singulière. Cette région s'étend sur trois cantons kurdes : celui d'Afrine, de Djézireh et de Kobané. En Novembre 2013, des représentants kurdes, arabes, assyriens, ainsi que d'autres minorités plus petites, y avaient constitué un gouvernement régional.

En Janvier 2014, la région du Rojava s'est dotée d'une « constitution » : la charte du contrat social. Celle-ci proclame l'autonomie des trois cantons et prévoit une future gouvernance fédérale syrienne. Elle affirme et revendique l'égalité entre l'homme et la femme ainsi que le respect des minorités et elle se prononce pour une forme de démocratie directe. Entend-nous bien ; en tant qu'anarchosyndicalistes la coordination des individus à travers un État, quel qu'il soit, n'est pas pour nous une solution viable. Il n'en reste pas moins que cette lutte est significative du combat de la raison et de l'humanisme contre l'obscurantisme religieux, du progrès contre la barbarie et le fanatisme. N'en déplaise à certains, mais il n'est certainement pas un hasard si, dans l'intitulé même de la charte, nous retrouvons la notion de « contrat social », si chère à Rousseau et aux penseurs des lumières.



A l'automne 2014, l'État Islamique a envahi les régions syriennes entourant Kobané et a marché sur la ville. La résistance kurde, à ce moment précis, a fait, à Kobané, une guerre d'usure et en a fait un symbole majeur dans la lutte contre Daesh. L'opinion publique s'est alors mobilisée et a poussé la communauté internationale à intervenir au moins pour soutenir la résistance kurde.

Suite au sauvetage de Kobané, de nombreux villages aux alentours ont été libérés. Ebru Firat participera pleinement à cette libération. Elle apparaîtra, d'ailleurs, dans un documentaire de France 2 qui la présentera, à tort, comme « *une étudiante en médecine toulousaine partie se battre contre Daesh* ». Il est vrai que la vérité n'en n'est pas loin pour autant. En effet, ayant été formée aux soins et ayant toujours travaillé dans des hôpitaux, Ebru Firat est une militante humaniste qui n'a pas de sang sur les mains, si ce n'est celui des blessés qu'elle a secourus et dont elle a sauvé la vie.

Le 17 Mars 2016, le « Parti de l'Union Démocratique »(PYD) a déclaré que la région était autonome et les Kurdes de Syrie ont proclamé une entité « fédérale démocratique » dans les zones qu'ils contrôlent. Deux millions de kurdes vivent actuellement sur ce territoire.

Ebru Firat a décidé de quitter les lignes kurdes du Rojava en février 2016. Son choix n'a en rien été motivé par quelque dissension politique que ce soit, mais résulte du coup de cœur d'une jeune femme de 25 ans éprise de son compagnon et ayant rempli, sept années durant, sa part pour l'avènement d'une société meilleure.

Suite en page 18 ...

Son retour en France ne s'est pas fait facilement. Il lui a fallu effectuer un retour en Irak où les les Kurdes de la région autonome (qui demandent en ce moment leur indépendance vis-à-vis de l'Irak) l'ont « maintenue en observation ». Il lui a alors fallu sortir du labyrinthe administratif en passant par l'ambassade de France d'Erbil, pour qu'elle puisse enfin regagner Toulouse au printemps 2016.

A Toulouse, hébergée par sa tante, elle prépare son avenir et reconstruit sa vie. Elle revient peu à peu à la vie civile en s'inscrivant à Pole Emploi, en faisant une demande de logement et en actualisant ses documents administratifs.

A l'été 2016, elle rejoint une partie de sa famille, au sud de la Turquie, pour les vacances. Manifestement convaincue que son avenir est en France, elle ne prête guerre attention a la tentative de coup d'État du 15 Juillet qui secouera le pays et qui changera grandement la donne …

Le 8 Septembre 2016, lors de son retour en France, elle est interpellée par la police turque à l'aéroport d'Istanbul. La police turque aurait reçu un appel anonyme la présentant comme une terroriste qui projetait un attentat suicide dans la ville. Elle reste, depuis lors, incarcérée pour « *liens avec une entreprise terroriste* ».

La défense d'Ebru Firat la présentera alors, immédiatement, pour ce qu'elle est, « un papillon pris dans une toile d'araignée » ou, dit autrement, une jeune combattante pour les valeurs de liberté, prise dans les rets d'un système politique en explosion.

Quelle est la situation aujourd'hui ? Ebru Firat n'est, socialement, « rien ni personne » : elle n'a aucun réseau social en France, elle a perdu de vue jusqu'à ses amis d'école. Sa famille est pauvre et apeurée. Les solidarités politiques ne se bousculent pas … L'Etat français ne répond que du bout des lèvres aux demandes faites par sa défense. Le consulat d'Istanbul a refusé de lui rendre visite prétextant sa double nationalité. La véritable raison étant de ne pas contrarier Erdogan, et pour cause, de juteux contrats étant à la clé. En effet, la France a répondu à un appel d'offres de la Turquie pour la construction d'une centrale électrique dernière génération. Un enjeu face auquel, visiblement, la jeune Ebru ne pèse pas lourd.

La lettre manuscrite qu'Ebru avait envoyée à Hollande, depuis sa cellule turque, n'a reçu aucune réponse. Nous pouvons lire, ici, toute l'hypocrisie et toute la malhonnêteté de la « social-démocratie ». D'ailleurs, sous prétexte de lutter contre Daesh, les gouvernants mettent en place un système de contrôle des individus, réduisent tant que faire se peut les libertés individuelles et procèdent à des arrestations arbitraires de personnes clairement opposées aux doctrines religieuses*1. Mais, quand il s'agit de défendre ceux qui ont risqué leur vie et qui, en plus, paient pour leur engagement dans la lutte contre l'État Islamique, les décideurs politiques s'en vont rejoindre la liste des abonnés absents.

Heureusement pour Ebru Firat, l'opinion prend fait et cause pour elle. Prolongeant son combat, un fort mouvement de solidarité s'est mis en marche, relayé par ses avocats et ses comités de soutien. Toutes les dispositions sont prises pour qu'elle puisse revenir en France, à Toulouse. Être solidaire de Ebru Firat, c'est soutenir ce papillon pris dans la toile, mais c'est aussi se battre pour les valeurs humanistes et la liberté qu'elle a, elle-même, choisi de défendre. Ne l'oublions pas.

Pour soutenir Ebru Firat, prenez contact avec :
SIA : siafrance@riseup.net
Soutien national à Ebru Firat : facebook.com/Comite.National.Ebru.Firat

*1_ *Voir l'article d'Anarchosyndicalisme n°155 : Du Mauvais esprit et des lois*

S.I.A. Une autre conception de la solidarité

De par son histoire liée au mouvement libertaire espagnol, par ses actions dans l'accompagnement des victimes de la guerre civile et de l'oppression fasciste qui s'en suivit, SIA se distingue de toutes les autres organisations humanitaires dont la mission se limite trop souvent au traitement de masse des problématiques et à l'apposition de pansements sur des plaies sociales qu'elles n'ont ni les moyens, ni forcement la volonté de guérir. La charité d'antan se nomme aujourd'hui « Les restaurants du cœur » ou secours confessionnel ou politique, mais aucune remise en cause des injustices et du système qui les génèrent n'apparaît dans leur projet. Il est vrai que ces institutions sont tributaires de financements d'État ou de bourgeois se découvrant généreux mécènes …

Au terme de plusieurs années d'exercice de travail dit social, j'ai pu constater, bien qu'œuvrant dans des structures dont l'éthique soit très proche de la nôtre, avec des travailleurs militants ne comptant pas leurs heures, que l'offre d'aides n'était pas à la hauteur pour permettre aux personnes dans le besoin de sortir de leurs problèmes matériels, ni surtout de gagner en autonomie et en dignité. Accompagner sans assister, établir une relation égalitaire avec l'autre, l'impliquer et échanger avec lui (ou elle) dans le fonctionnement d'une association ouverte sur la réalité du monde actuel tout en restant fidèle à ses principes fondamentaux, un défi mais aussi une nécessité face à un système qui nous boulotte chaque jour un peu plus.

De mon passage à SIA dans les années 70', j'ai le souvenir de l'exercice d'une solidarité active envers les compagnons âgés ou malades, envers les détenus et ceux qui combattaient le franquisme, mais aussi de la fonction éducative des anciens qui nous fournissaient en livres, brochures et documents divers, de la pertinence de leurs analyses, de leurs conseils qui nous firent éviter bien des erreurs, des échanges fructueux et de la chaleur de leur accueil fraternel. Cette convivialité « positive » manque aujourd'hui cruellement, le lien social se délite de plus en plus et la transmission s'avère difficile. Il est grand temps de réfléchir sur des moyens d'action adaptés à l'époque pour se ré-approprier notre vie et participer à la mise en place d'une véritable société solidaire …

Forte de son combat historique au sein du mouvement libertaire contre le fascisme lors de la guerre civile espagnole, l'engagement individuel de ses membres depuis la Libération jusqu'à nos jours, devant les nouvelles agressions contre l'humanité et à l'inacceptable traitement accordés aux plus fragiles, Solidarité Internationale Antifasciste décide de s'impliquer davantage contre les injustices et la résignation.

Restant fidèle à l'esprit initial de sa lutte pour le respect total de l'individu, SIA se destine à l'entraide envers les victimes des oppressions, étatiques, religieuses, partisanes, produites par des groupes de pouvoir contre les libertés indissociables des droits humains. SIA est indépendante de toute entité politique ou confessionnelle et n'a aucun lien de subordination envers une puissance financière, une entreprise économique ou autre, tant au niveau des organes de pouvoir qu'au niveau du financement. A ce titre, elle ne perçoit aucune subvention et ne fonctionne que par l'implication bénévole de ses adhérents.

SIA est fondamentalement attachée au respect de la dignité de l'homme, de la femme, de l'enfant. Son engagement est universel et humaniste. Elle combat l'intolérance, le racisme et les diverses exclusions en soutenant toute les luttes émancipatrices. SIA est fondamentalement attachée au respect de la dignité de l'Homme, de la Femme et de l'Enfant. Son engagement est universel et humaniste. SIA respecte les particularités de chaque individu et peut être amenée à le défendre protéger et à lui venir en aide quelque soit sa communauté d'origine.

SIA a un fonctionnement collectif et non-autoritaire. Elle veille à la transparence totale en ce qui concerne la composition de ses instances, l'état de ses finances, ses choix et actions militants. Chaque adhérent bénéficie des mêmes droits à la parole, à la proposition et au contrôle du fonctionnement associatif.

POUR NOUS RENCONTRER :

Passer discuter autour d'un café, le samedi de 17 à 19h. au 7, Rue Saint-Rémésy, 3100 Toulouse.
OU
Passer aux tables de presse sur les marchés : Le samedi matin à Montauban, les mercredis à la faculté Jean-Jaurés (face au RU) entre 12h30 et 13h30 et/ou le dimanche matin à Toulouse (Allées Jules Guesdes 10h30 et à Saint-Aubin 12h30).

Par mail : contact@cntaittoulouse.lautre.net ou sur le site http://www.cntaittoulouse.lautre.net
Facebook : CNT-AIT - Toulouse

Un ouragan de rumeurs sur Saint-Martin

Au Moyen-Âge, c'était simple. Lorsque la nature montrait sa force, en même temps qu'elle renvoyait les hommes à leur impuissance, avec ses tremblements de terre et ses tempêtes, il était dit que c'était l'œuvre de Dieu. Dans notre monde moderne, le domaine explicatif s'est élargi. Les discours scientifiques puis politico-scientifiques se sont ajoutés aux discours religieux. Tout se mélange, de telle sorte que chaque catastrophe procure à chacun l'occasion de montrer où en est son niveau de préjugés. La quantité d'informations non vérifiée mais, tout de même, bien propagée est encore le meilleur moyen de comprendre ce à quoi les mass-media veulent nous faire croire mais, aussi, réseaux sociaux obligent, ce à quoi des gens ont envie de croire.

Ce mois d'août 2017, un journaliste déclarait sur BFMTV qu'il fallait « *prendre des précautions avec la vérité* ». Il dévoilait, en ces termes crus, l'extraordinaire inversion du but informatif, car ce n'est certes pas avec la vérité qu'il faut prendre des précautions ; c'est avec les rumeurs qu'il faut le faire. Celles- ci, même totalement fausses, ont toujours une base, plus ou moins, consciente qui est celle de l'état d'esprit de ceux qui les colportent. Souvenons-nous de la rumeur d'Orléans. Dans les années 70', cette rumeur n'avait d'autre base réelle que l'antisémitisme s'exprimant contre les commerçants juifs. Dans « La vie devant soi », Romain Gary fait dire à Momo, le narrateur, qui utilise souvent l'expression « Rumeurs d'Orléans » : « *Les rumeurs d'Orléans, c'était quand les Juifs dans le prêt-à-porter ne droguaient pas les femmes blanches pour les envoyer dans les bordels et tout le monde leur en voulait.* » !

Ce que nous avons pu voir et entendre au lendemain de l'ouragan qui a dévasté Saint-Martin, c'est exactement cela : Une rumeur qui repose exclusivement sur des angoisses post-traumatiques, des peurs sociales et des préjugés racistes. En mélangeant le tout, nous obtenons les bonnes vieilles salades d'antan. Il est vraiment étonnant que cette rumeur de Saint-Martin sur des pillages menés par des bandes armées qui se seraient introduites, avec violence, chez des particuliers, n'ait pas été dénoncée par les lanceurs d'alerte bien connus.

Que nous montre-t-on à l'appui de ces affirmations de pillages et de bandes armées ?

Aucun document visuel objectif. Rien que du suggestif. Les deux seules photos ayant servi à illustrer cette information sont sur internet. Sur la première, nous pouvons voir des personnes qui embarquent du matériel sur une camionnette débâchée et, sur la seconde, un groupe qui, peut-être, entre dans un commerce. Sur TF1, un film nous montre deux femmes qui errent à travers les rayons dévastés d'un magasin. Personne n'est armé, mais tout le monde est noir (de peau). C'est censé faire peur et ça désigne des coupables sans prendre la peine d'anonymer ; comme ça, au « pifomètre ». Cela marche plus ou moins, ou pas du tout. Cela dépend du niveau mental de chacun ; de l'esprit critique de chacun. Et, au pays de la présomption d'innocence, tout le monde trouve ça normal ? Silence radio.

Ensuite, il y a les témoins ; car après le suggestif, c'est le digestif version gavage qui nous a été servi en boucle. Une femme nous a dit à la télé, quelque chose du style « *oullalalala, il va faire nuit et il nous faut l'armée* ». Un autre évoquait « *des gens armés de machettes et de revolvers faisant régner la terreur dans les rues* ». Mais, les seuls que l'on nous a montré armés sont ceux qui se sont montés en milices dans les quartiers riches … Et enfin, le plus énorme, c'est sur Facebook, entendu le 10 septembre et largement diffusé ; une voix anonyme, celle d'un homme qui répétait en boucle « *Ici les gens ont peur … Les gens sont armés … On est peut être à 10000 morts … Les cadavres remontent à la surface …* ». Cet énergumène habitait-il seulement sur l'île ? Nul n'était en mesure de le savoir avec certitude, mais si tu poses la question, c'est que tu fais, forcément, partie du complot. Facebook chauffe ; et l'intelligence, elle, s'éteint.

Pour les sites d'extrême-droite, la chose est entendue, on y confond les dégâts de l'ouragan avec ceux d'un bombardement. Pour eux, Irma n'est pas un ouragan, de force 5, avec des vents dépassant 350km/heure. Non, Irma, c'est la guerre civile. Quand les cons volent, ceux-là ne restent pas à terre, n'est-ce pas.

Plutôt que de prendre des précautions avec la vérité lorsqu'il s'agit d'attentats islamistes, les journalistes feraient mieux d'en prendre [des précautions] avec les rumeurs. Pourquoi y aurait-il eu des pillages, seulement, à Saint-Martin et pas à Saint-Barthélémy ? Comment se fait-il qu'aucun témoignage audio évoquant des bruits d'armes à feu n'ait été enregistré ? Dans notre monde d'images (Facebook, trombinoscopes, galeries de photos, etc.) où il se fait des photos partout, tout le temps et pour n'importe quoi, où l'on brandit son portable comme hier l'on brandissait le crucifix, comment se fait-il qu'aucune photo concrète n'ait pu être produite ?

Face à ce qui, d'évidence, était une rumeur exaltée par les préjugés racistes, quelles précautions furent prises par les journalistes ? Aucune ! Bien au contraire ! Ils nous ont désignés des coupables de crimes fictifs alors que les îles de Saint-Barthélémy et de Saint-Martin étaient dévastées et que d'autres problèmes bien plus dramatiques que la récupération de quelques denrées avariées étaient beaucoup plus visibles et prévisibles. Ils ont fait leurs choux gras de cette rumeur.

« Irma » a touché Saint-Martin, le 6 septembre. Les premières rumeurs nous sont arrivées le 7. Ce n'est que le 11 septembre qu'un article du journal « Le Monde » appelle, à leur sujet, à la prudence*1 ; et depuis ça, plus rien, ou pas grand-chose. La rumeur s'éteint après avoir diffamé une population et on passe doucement à autre chose.

Il reste les clapotis. Une depêche AFP nous en dit long sur la réalité : « *Deux hommes ont déjà été arrêtés, dont un adjoint de sécurité de la Police aux Frontières (!), surpris en train de voler du matériel nautique. Un procureur sera envoyé sur place "dans les meilleurs délais" pour recueillir les plaintes des victimes de ces pillages* ».

Seule la vérité est révolutionnaire.

*1_ http://www.lemonde.fr/les-decodeurs/reactions/2017/09/11/irma-attention-aux-rumeurs-sur-la-situation-a-saint-martin_5184022_4355770.html